

**Accord professionnel**  
**BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**

---

AVENANT DU 28 SEPTEMBRE 2017  
À L'ACCORD DU 30 JUIN 2015 RELATIF AUX ASTREINTES DE NUIT  
DANS LES ASSOCIATIONS GESTIONNAIRES DES CFA BTP

NOR : ASET1850156M

Entre :

CCCA BTP,

D'une part, et

CFE-CGC BTP ;

SNP FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Vu l'accord collectif du 30 juin 2015 portant statut du personnel des associations,

**Article 1<sup>er</sup>**

*Définition de l'astreinte*

Pour tenir compte de l'évolution de la définition légale de l'astreinte, l'article 4.1 est modifié comme suit :

« Tout salarié désigné à l'article 3 de l'accord relatif aux astreintes de nuit du 30 juin 2015 pourra, dans le cadre des dispositions des articles L. 3121-9 et suivants du code du travail, être soumis à des heures d'astreinte durant lesquelles, sans être sur son lieu de travail et sans être à la disposition permanente et immédiate de l'association, il devra être en mesure d'assurer une assistance téléphonique et, s'il y a lieu, une intervention sur le site pour effectuer un travail au service de l'association, dans les conditions et suivant les garanties prévues par l'accord visé ci-dessus. »

**Article 2**

*Salariés embauchés avant le 1<sup>er</sup> septembre 2015*

L'article 8 est complété comme suit :

« Pour les salariés embauchés avant le 1<sup>er</sup> septembre 2015 et qui bénéficiaient à cette date d'un logement de fonction, la compensation de l'astreinte se fera par le versement de la prime d'astreinte prévue à l'article 8 de l'accord relatif aux astreintes de nuit du 30 juin 2015. »

### **Article 3**

#### *Récapitulatif des heures d'astreinte et de leur compensation*

À la suite de la recodification du code du travail introduite par la loi du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, il est précisé que l'article R. 3121-1 du code du travail tel que renseigné à l'article 13, s'entend comme étant l'article R. 3121-2 de ce même code.

### **Article 4**

#### *Durée et date d'entrée en vigueur*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015.

### **Article 5**

#### *Révision*

Le présent avenant est révisable à tout moment par accord entre les parties signataires conformément aux articles L. 2231-1 et L. 2261-7 du code du travail et dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 17 de l'accord du 30 juin 2015.

### **Article 6**

#### *Dénonciation*

Le présent avenant peut être dénoncé à tout moment par l'une des parties signataires conformément aux articles L. 2222-6 et L. 2261-9 du code du travail et dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 18 de l'accord du 30 juin 2015.

### **Article 7**

#### *Notification. – Dépôt. – Extension. – Validité*

##### 7.1. Notification

À l'issue de la procédure de signature, le présent avenant sera notifié par lettre recommandée avec avis de réception par la partie la plus diligente à l'ensemble des organisations syndicales représentatives, conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

##### 7.2. Dépôt

À l'expiration du délai d'opposition de 15 jours à compter de la date de notification, le texte du présent avenant sera déposé en deux exemplaires dont une version sur support électronique auprès des services du ministre chargé du travail ainsi qu'au greffe du conseil de prud'hommes de Paris, conformément aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, D. 2231-2, D. 2231-5 et D. 2231-7 du code du travail.

##### 7.3. Extension

Simultanément à son dépôt, le présent avenant fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre chargé du travail, conformément à l'article L. 2261-24 du code du travail.

### **Article 8**

#### *Information des salariés et des représentants du personnel*

En application de l'article L. 2262-5 du code du travail, chaque association entrant dans le champ d'application du présent avenant :

- fournira un exemplaire du présent avenant au comité d'entreprise, aux délégués du personnel et aux délégués syndicaux ;
- tiendra un exemplaire de cet avenant à la disposition du personnel ;

- précisera dans un avis affiché dans les locaux de travail, aux emplacements réservés aux communications destinées au personnel, le lieu où l'avenant est à la disposition du personnel ainsi que les modalités propres à permettre à tout salarié de le consulter pendant son temps de présence sur le lieu de travail.

Fait à Paris, le 28 septembre 2017.

(Suivent les signatures.)